

ARRETE N° D.2024-091 du 30 juillet 2024

Création et branchement coffret ENEDIS
10 rue Claude Chappe
72230 Ruaudin
Du 18 au 24 septembre 2024

Le Maire de la Commune de Ruaudin,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée par la loi n° 82-923 du 22 Juillet 1982,

VU le Code des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2211.1, L-2212.1, L 2212.2, L 2213.2 et suivants,

VU le Code de la Route et notamment ses articles L. 411.3 et R. 411.8 et 25

VU la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière et les textes d'application,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8ème Partie – Signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, modifié,

VU la demande présentée le 18 juillet 2024 par M. Anthony THOMAS – GARCZYNSKI TRAPLOIR – 38 rue Albert Einstein le Mans ;

CONSIDERANT que pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique et du personnel de chantier pendant la création et le branchement d'un coffret ENEDIS 10 rue Claude Chappe à Ruaudin, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement.

ARRETE

Article 1 : Du 18 au 24 septembre 2024, afin de procéder à des travaux de création et de branchement d'un coffret ENEDIS 10 rue Claude Chappe à Ruaudin (72), les dispositions suivantes seront prises en matière d'occupation du domaine public, de circulation et de stationnement :

- L'entreprise GARCZYNSKI TRAPLOIR est autorisée à occuper le domaine public et à exécuter les travaux désignés ci-dessus.
- La circulation sera restreinte avec empiètement sur chaussée, alternée sur une file et réglementée par signaux manuels ou panneaux B15/C18.
- Le dépassement sera interdit dans la zone de travaux.
- Le stationnement sera interdit à tous les véhicules dans l'emprise du chantier.

Article 2 : La pré-signalisation et la signalisation réglementaire de chantier sera fournie, mise en œuvre et entretenue par l'entreprise chargée des travaux, de jour comme de nuit. Les lieux devront être balisés et les extrémités éclairées la nuit.

L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation qui devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement, sont celles édictées par l'Instruction Interministérielle.

Les dépôts de matériaux devront être évacués et les lieux devront restés propres.

Article 3 : Le présent arrêté est délivré à titre précaire et révoquant et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Il peut être retiré à tout moment pour des raisons de gestion de voirie pour non-respect de celui-ci sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif sans délai à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office au frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4 : La société sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Article 5 : le présent arrêté sera affiché à chacune des extrémités du chantier ainsi que la nature, la durée des travaux et la personne à contacter.

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Article 6 : ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- M. le commandant la Gendarmerie Nationale de Parigné l'Evêque
- M. le responsable de la Police Municipale de Ruaudin
- Entreprise GARCZYNSKI TRAPLOIR
- Mme la responsable des services techniques

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,


Carole HEULOT